



CA1
L
-2223

3 1761 117675850

Labour Education

Canada

... Because there's a lot to learn

Modern industrial relations is a complex field. A union representative needs to be a good administrator and negotiator, as well as having a firm grasp of labour legislation and standards, safety and health regulations, grievance procedures, the impact of technological change on the work force, and current developments in the economy that might affect the collective bargaining climate. That's a lot for anyone to handle. So unionists, like everyone else these days, have to continually re-educate themselves if they want to keep up with the pace.

Every year, over 100 000 union members take part in educational programs of various kinds, from university courses to weekend conferences and seminars:

- Shop stewards take training so they can better represent the concerns of workers.
- Members of bargaining committees learn how to be more effective negotiators.
- Groups of workers help each other become more familiar with safety practices or the labour standards that apply in their workplace.
- Some unionists take law degrees so they can defend labour's interests in complex legal and contract disputes. Others research and write union histories to further public understanding of labour's point of view.

Labour Canada believes that having better informed workers leads to smoother labour relations and better understanding among all parties. That's why it contributes over \$7 million to labour organizations across Canada each year through its Financial Assistance Program for Labour Education.

Where does the money go and what is it used for?

The bulk of this money goes to the Canadian Labour Congress and five other central labour bodies in Canada. Contributions are also given to over 100 smaller, unaffiliated unions. In addition, every year several individual union members receive bursaries to pursue advanced studies in labour-related fields.

The unions decide on the specific educational programs that are most important to their members. They set up the courses, hire the specialists they need (many are volunteers from within the union movement), and help pay expenses for the workers attending. Labour education is a priority for unions, and they demonstrate this by spending up to five dollars of their own money on such programs for each dollar of Labour Education contributions they receive.

For more information, please contact

Employment Relations and
Conditions of Work Branch,
Labour Education Unit,
Labour Canada,
Ottawa, Ontario
K1A 0J2
(819) 997-2865

or the Labour Canada office nearest you.

Published by authority of the
Minister of Labour,
Government of Canada

© Minister of Supply and Services Canada, 1984
Labour Canada Cat. No. L44-1228/84B
Third edition, 1987

Printed in Canada





La formation syndicale

... car il y a tant à apprendre

De nos jours, les relations industrielles représentent un domaine de plus en plus complexe. Non seulement un représentant syndical doit-il être un bon administrateur et un bon négociateur, mais il lui faut en outre bien connaître la législation ouvrière et les normes du travail, les règlements sur l'hygiène et la sécurité, les procédures de grief, l'incidence des changements technologiques sur la population active, ainsi que la conjoncture économique qui risque d'influer sur le climat des négociations collectives. Que de connaissances à absorber pour une seule personne ! Pour se tenir à jour donc, les syndicalistes doivent, comme tout le monde aujourd'hui, poursuivre leurs études et se recycler continuellement.

Chaque année, plus de 100 000 syndiqués suivent des programmes de formation divers, allant des cours universitaires à des conférences et séminaires offerts pendant les week-ends.

- Certains délégués suivent des cours qui les aident à mieux défendre les intérêts des salariés.
- Des membres d'unités de négociation apprennent à devenir de meilleurs négociateurs.
- Des groupes de salariés s'entraînent en vue de se familiariser avec les pratiques de sécurité et les normes du travail qui s'appliquent à leur milieu respectif.
- Certains syndicalistes décrochent des diplômes en droit afin de pouvoir défendre les intérêts des salariés dans des causes complexes portant sur des points juridiques ou sur des conventions collectives. D'autres se documentent et rédigent l'histoire des syndicats afin de mieux faire comprendre au public le point de vue syndical.

Selon Travail Canada, le fait que des salariés possèdent de plus grandes connaissances contribue à l'amélioration des relations industrielles et à une meilleure compréhension entre toutes les parties. C'est pourquoi, chaque année, le Ministère accorde plus de 7 millions de dollars à des organisations syndicales partout au pays dans le cadre de son Programme d'aide financière à la formation syndicale.

Où va l'argent et à quoi sert-il ?

La majeure partie de cet argent va au Congrès du travail du Canada et à cinq autres centrales syndicales canadiennes. Une centaine de syndicats plus petits et non affiliés reçoivent aussi des contributions. En outre, chaque année, plusieurs syndiqués obtiennent des bourses leur permettant de poursuivre des études supérieures dans des domaines reliés au monde du travail.

Les syndicats eux-mêmes déterminent les programmes de formation particuliers qui, à leurs yeux, revêtent le plus d'importance pour leurs membres. Ils organisent les cours, embauchent les spécialistes qui les donnent (dont beaucoup sont des volontaires issus du mouvement syndical) et contribuent à acquitter les frais des salariés qui assistent à ces cours. Les syndicats accordent une grande priorité à la formation syndicale et ils le prouvent, puisqu'ils consacrent à cette fin cinq dollars de leurs propres fonds pour chaque dollar qu'ils reçoivent sous forme de contribution.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec

La Direction des relations en matière d'emploi et des conditions de travail

Unité de la formation syndicale

Travail Canada

Ottawa (Ontario)

K1A 0J2

(613) 997-2865

ou avec le bureau de Travail Canada le plus proche.

Publié en vertu de l'autorisation du ministre du Travail,
Gouvernement du Canada

© Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1984
N° de cat. de Travail Canada L44-1228/648
Troisième édition, 1987

Imprimé au Canada

